



attac
ENS-Ulm

Les médias, chiens de garde du néolibéralisme ?

Compte rendu d'une conférence de Serge Halimi (journaliste au Monde Diplomatique, rédacteur du journal *PLPL*, membre de ACRIMED) et de Henri Maler (philosophe, maître de conférence à Paris VIII et membre de Action CRitique MEdias) donnée à l'ENS le 28.11.02

Exposé de Serge

La chute des dictatures en Amérique du sud et du mur de Berlin ont entériné la liberté de la presse. Cependant, cette liberté de la presse ne suffit plus à définir la liberté. Il existe aujourd'hui une véritable censure exercée par la pensée de marché, par les réseaux de connivences parisiennes et par ces "intellectuels" organisés en une véritable mafia.

Les médias sont dépendants de leurs propriétaires

L'information est aujourd'hui soumise car elle appartient à des grands trusts. Or ne dit-on pas que qui possède l'information possède le pouvoir ? Un vieux proverbe syndicaliste affirme d'ailleurs : "n'achète jamais un journal, tu ramènerais un patron chez toi."

Aux Etats-Unis, l'ensemble des secteurs de la presse et de l'audiovisuel est détenue par plusieurs grands groupes tels :

- America On Line, qui a racheté Netscape, le magazine *Time*, la société Warner-Bros et CNN
- Microsoft

Au final, on a le même message, mais présenté avec différents titres.

L'information est une valeur : en 2000, TF1, canal+ et M6 pesaient plus en bourse que toute l'industrie française.

Même les journaux y sont sensibles : le Monde veut entrer en bourse et récolter ainsi plus de 200 millions d'euros.

Pourtant, ni ATTAC, ni les groupes d'extrême gauche, souvent accueillis dans les colonnes du Monde, n'ont critiqué cette entrée en bourse. Est-ce par peur de perdre cette tribune ?

La situation a continué de s'aggraver cet été, du fait de deux marchands d'armes :

- Serge Dassault, homme politique de droite (élu avec les voix du FN), qui possède déjà beaucoup de journaux régionaux, est entré dans le groupe Hersan (*Le Figaro*) et a acheté une partie du groupe Vivendi Universal Publishing (avec notamment L'Express, L'Expansion, ainsi que quatorze autres titres)
- Lagardère a, quand à lui, acheté la branche édition de Vivendi Universal Publishing, VUP (Larousse, Robert Lafon, Bordas).

Du coup, Lagardère devient un des ténors de la presse écrite (*Nice Matin, le JDD, La Provence, Elle, Paris Match, Télé 7 Jours*), de l'édition (Hachette, Grasset, Fayard, Stock et une partie de VUP), la distribution (les kiosques Relay, les NMPP) et le premier groupe radiophonique (avec Europe 1, 2 et Fun radio). Pour ce qui est de l'objectivité de l'information, on peut leur faire confiance, surtout quand on sait que les informations sur Europe 1 sont enregistrées dans le studio Lagardère !

Ce système d'information, loin d'être libre et démocratique a plutôt un fonctionnement féodal. Ainsi chez Dassault, les fils succèdent au père ...

Un autre de ces grands groupe d'information est celui détenu par *Le Monde*, qui a récemment racheté Courrier International, s'est rapproché du groupe La vie catholique (qui détenait notamment *Télérama*) et du *Nouvel Observateur*.

Ce journal possède un véritable pouvoir d'influence. Il est capable d'amplifier certains livres (comme ceux de J.M. Colombani, d'E. Pleynel ou d'une certaine enquête sur les nouveaux réactionnaires) mais aussi d'en ignorer d'autres comme un des derniers de Pierre Bourdieu critiquant les médias et qui n'a toujours pas eu le moindre entrefilet dans le Monde des Livres.

Les médias français sont en gros quadrillés par 6 groupes. La question qui se pose est : que font-ils face à ce qu'il faudrait faire ?

Ce qu'il faudrait faire, c'est parler de ces inégalité injustes qui risquent de devenir inhumaines quand certains pays d'Afrique en famine dépensent deux fois plus dans le remboursement de leur dette que dans le social, quand les normes de l'OIT sont bafouées partout, quand on continue d'assister à des guerres impérialistes...

Pourtant la réponse des médias est que l'on ne mord pas la main qui nous nourrit. Cette ambition des médias est d'ailleurs bien résumée par la phrase de Lagardère : "un groupe de presse, c'est capital pour décrocher des contrats."

Dans une pensée de marché, l'information n'est qu'une marchandise

L'information a une pensée de marché équivalente selon les pays ou selon les groupes. En France, elle est servie par la trentaine d'éditorialiste qui ont la mainmise sur la presse et que Serge Halimi a appelé "les nouveaux chiens de garde".

Il existe un vrai contrôle de l'information qui est d'autant plus efficace qu'il s'exerce sans que l'on ait besoin de le dire. Ceci grâce aux normes inculquées dans les écoles de journalisme et grâce au système de valeurs purement professionnel.

Un exemple est le discours de la modernité contre l'archaïsme. Sans avoir de penchant pour l'un ni pour l'autre, on peut remarquer que le modernité est toujours associée au libre

échange, à la monnaie forte, à l'Europe du libéralisme et des privatisation, etc. Au contraire, l'archaïsme est associé au secteur public, au peuple, aux syndicats, à l'Etat "providence" (le mot de providence n'est pas anodin, il occulte le fait que cet Etat provient de luttes sociales et il suggère qu'on nous l'a donné et que l'on peut nous le reprendre).

La soumission l'information au marché s'exprime aussi dans sa focalisation sur l'actualité proche (avec les fait divers) au détriment de l'international (le bien, ie les occidentaux, contre le mal, les autres, avec des détails accessoires, les bavures).

On voit apparaître une morale humanitaire de midinette construite sur des images là où il faudrait des textes et de la réflexion.

Aux USA, L'hebdomadaire *Time magazine* a fait une couverture dans l'année (sur 52) sur un sujet international contre 11 il y a 10 ans. Et même en ces rares occasion, les couvertures ont fait chuter les ventes (de 25%). Comme reconnaissait le président du journal, "l'actualité internationale est moins urgente".

Même scénario pour les télés américaines : les études permettant de suivre les audiences en direct montrent que les spectateurs zappent dès que l'information devient internationale. Il est d'ailleurs amusant de constater que l'un des plus faible taux d'audience au USA a été enregistré lors de la chute du mur de Berlin.

Or, aux USA les journaux télévisés sont entrecoupés de publicité et les chaînes sont des entreprises destinées à rapporter des profits, non à informer. On comprend mieux pourquoi l'information est tournée vers le local et le consommation.

Un gros problème qui résulte de cette attitude marchande est que quand un événement international surgit, on ne peut pas le comprendre. Par exemple le 11 septembre 2001. Un autre exemple est la crise au Timor oriental. Ce pays souffrait de problèmes depuis 20 ans sans que personne en parle. Or lors de son journal P.P. D'Arvor laissa échapper cette phrase : "on se demande pourquoi les hommes politiques et les intellectuels n'ont pas parlé de ce pays avant. Mais qui interdisait à TF1 d'en parlé ? (lors de la guerre en Afghanistan, il refera la même remarque)

Dans une interview, J.P. Pernod, qui présente le journal de 13h sur TF1, définissait son journal comme le journal des Français pour les Français. Ajoutant : "si vous voulez des informations sur le Venezuela, regardez la télé vénézuélienne."

Illustration de cela : TF1 a supprimé presque tous ses bureaux dans le monde (il en reste 5 dont aucun en Afrique ou en Amérique latine). Quand à France 2, il leur en reste 9. Pour ce qui est des ouvertures de JT sur des sujets internationaux, on est passé de 25 par mois à 12 puis 5.

Cette uniformité confirme la hiérarchie de la société à coup de faits divers, qui servent à faire diversion comme l'écrivait Pierre Bourdieu.

Il nous faut donc faire autre chose, peut-être sans faire d'audience, peut-être en gênant. George Orwell disait : "la liberté c'est de dire aux gens ce qu'ils ne veulent pas entendre." L'information n'est pas simple à saisir et son but n'est ni d'intéresser, ni de vendre.

La première conclusion est un peu pessimiste. L'information désinforme et ce problème réside dans le système et ne peut être imputé à quelques journalistes.

La seconde est que des gens se rendent compte que les médias véhiculent cette idéologie dominante. Que nous subissons une véritable imposition idéologique déguisée en droit d'informer. Mais nous restons là avec le le droit d'écrire, d'agir, voire de convaincre !

Exposé d'Henri

La concentration des médias n'est pas nouvelle mais ce qui a changé c'est la forme car on est passé du capitalisme "classique" au capitalisme financier. Avant, les journaux n'étaient qu'un moyen pour les patrons de s'offrir un instrument de propagande tandis que maintenant ils doivent être profitables pour les actionnaires. Ce besoin d'un taux de profit de 15% change tout car ce n'est pas un effet de taille mais un effet de fond. Les lecteurs sont devenus des clients.

Entre la presse réputée sérieuse et la presse commerciale, l'écart se creuse, même pour la presse française qui avait l'ambitions de participer aux débats. Le journal de référence devient people : *Le Monde* tente de séduire les cadres et les cadres des suppléments "emplois" ou "style". Evidemment le texte autour n'est pas le même que dans la presse commerciale mais le but est le même car s'il existe des torchons pour les pauvres, il existe aussi des torchons pour les riches.

Si l'on critique *Le Monde*, c'est que les autres sont pires et que l'on est en train d'assister à sa métamorphose. D'ailleurs, certains sujets sont journalistiquement mieux traités dans *Le Figaro*, malgré une ligne éditoriale droitière et réactionnaire.

Quel est le pouvoir des médias dominants ?

Les médias n'exercent pas leur puissance comme on le dit. En fait leur pouvoir réside dans la croyance que les gens en ont.

Que des patrons ou des hommes politiques influents y croient, passe encore. Mais que des mouvement des résistance y croient et se couchent dès qu'on leur offre une miette, là cela devient choquant.

On peut voir trois pans au pouvoir médiatique.

La faculté à créer des problèmes pour médias

Elle-même se décline en trois points :

- la spectacularisation des problèmes sociaux, avec deux exemples :
 - le FSE : les seuls échos de la manifestation ont été la "peur sur la ville" puis la "manifestation joyeuse" ; aucune trace des problèmes soulevés.
 - le titre du *Monde* sur "le retour des sans-papiers" qui n'avaient disparu que des colonnes du journal (qui avait soutenu J.P. Chevènement)
- la segmentation des problèmes sociaux
 - il est intéressant de voir la succession des problèmes du chômage qui a disparu (à croire que c'était plus un problème pour les patrons que pour les chômeurs) au profit

du problème de l'immigration qui a disparu (avec la montée de Le Pen) au profit du problème de la sécurité (celle biens et des personnes, surtout pas l'insécurité sociale)...
 ⇒ cela soustrait ces problèmes à tout traitement collectif

- l'institutionnalisation des problèmes sociaux
 - > on les présente comme des problèmes soumis à l'autorité politique (à court terme) mais jamais au citoyen
 - > le formatage des problèmes est le même, du *Monde* au *Figaro*

La faculté à créer des débats pour médias

Trois fois en dix jours, se sont présentées des occasions de parler des débats dans *Le Monde* :

- le FSE : tous les médias ont découvert que ce n'était pas un forum (personne n'a parlé des sujets de discussion là-bas), que ce n'était pas social (on a très peu parlé des mouvements représentés mais on a eut le droit aux points de vue des MM F. Hollande & B. Cassen) et que ce n'était pas européen (on n'a parlé que des Français et de Italiens).

⇒ pourtant nous avons eu deux autres débats beaucoup plus fournis dans *le Monde* :

- une "éloge du débat" où il était question du débat entre MM F. Hollande & A. Juppé dont tout le monde s'accordait à dire qu'il avait été ennuyeux mais que c'était un exemple de débat
- une "enquête sur les milieux intellectuels" qui était en fait une bataille de polochons entre héritiers de Toqueville et de Furet

Ces deux débats occultaient le fait que les débats démocratiques sont le fait de collectifs mobilisés et que les médias n'y sont pas.

La faculté à créer des opinions pour médias

Au lieu de faire des enquêtes sur la société française, ce qui nécessiterait de se plonger dans un grand nombre d'études sociologiques et d'en faire la synthèse, on fait des sondages. Ainsi *Le Monde* a redécouvert l'existence des ouvriers le jour où ils ont mal voté (avec un assez bon dossier : "Où en sont les ouvriers?").

Face à cela, il faut résister aux médias sans entrer dans l'alternative du tout ou rien médiatique.

Que faire face aux médias ?

Reconstruire un espace public plébien

Entre les deux guerres, il existait deux types de médias alternatifs : la presse ouvrière (avec *L'Humanité*) et les organisations ouvrières. Tout cela s'est effondré.

Pourtant ces médias alternatifs méritent d'être reconstruits : il faut les sortir de leurs ghettos et aucun mouvement collectif ne s'y attache.

Il faut aussi relancer une presse alternative. Dans les années 70, toutes les villes avaient leur journal de contre information. Un des exemples de cette presse aujourd'hui est le journal *Le*

fakir à Amiens qui fait un vrai travail de journalisme et d'enquête. Du coup cela déstabilise les pouvoirs locaux et il risque d'être coulé par les procès qui lui sont intentés, procès que l'on ne ferait jamais à un journal comme le Canard Enchaîné qui produit souvent des informations beaucoup moins vérifiées.

Informers sur l'information

Il faut faire une critique indépendante des médias. Cette critique a un coût car la punition du crime de lèse-média-dominant est la réduction au silence. C'est ce qui est arrivé à J. Dray, qui a été privé d'antenne sur TF1 à la suite d'un petit jeu de mot ("TFHaine"). Cette censure est passée dans l'indifférence générale, mis à part un entrefilet dans *Libération* (qui oubliait de dire que les dominés étaient eux systématiquement privés d'antenne).

Les médias sont à peu près les seuls que l'on ne peut pas critiquer pour ne pas vexer les journalistes. On se soucie moins des professeurs quand on critique l'école. Michel Foucault répondait d'ailleurs aux gardiens de prisons qui lui reprochaient de les blesser : "Je ne blesse pas, je vous paralyse, c'est-à-dire que je cherche à rendre difficiles les gestes trop faciles."

Cela s'accompagne aussi d'une critique de l'emprise capitaliste et du soutien des syndicats de journalistes, qui sont précaires pour la plupart.

Pour ce faire, il faut soutenir l'existence, le renforcement et la redéfinition d'une vraie notion de service public de l'audiovisuel et de la presse.

Questions

Que pensez-vous de la dépendance du *Monde Diplomatique* vis-à-vis du *Monde* ?

S.H. : Il est vrai que le *Monde Diplomatique* appartient à 51 % au *Monde*. Pourtant c'est un des seuls titres à avoir dénoncé l'entrée du *Monde* en bourse.

Les journalistes ont-ils jamais été libres ?

H.M. : Certes les journaux n'ont pas beaucoup été indépendants depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Pourtant on a assisté à une détérioration du paysage médiatique français ces 20 dernières années.

Le contre-pouvoir est aujourd'hui dans les mains du pouvoir ce qui est différent de la situation à la libération. On croit que l'on a une information différente car les titres sont différents mais en fait les journaux appartiennent aux mêmes groupes.

N'a-t-on pas un problème avec les médias du fait que les journalistes sortent tous des mêmes écoles ?

H.M. : Il existe une homologie de plus en plus forte entre les journalistes et la bourgeoisie. Ce sont des gens qui sortent à majorité de Science-Po (où le taux d'enfants d'ouvriers est tombé de 2,5% à 1%). A ce propos, le livre de François Ruffin sur les écoles de journalisme (qui

devrait sortir en février) montre bien comment ces écoles forment leurs élèves aux impératifs commerciaux.

Un des exemples est la limitation du temps des reportages à une ou deux minutes. Cela implique de ne parler que des idées reçues. Du coup, quand il y a des grèves on fait des microtrottoirs car parler des raisons imposerait d'interroger des syndicalistes, qui ne seraient pas d'accord, il faudrait donc aller voir différents syndicats... Il vaut mieux aborder cela du côté de l'utilisateur "pris en otage" afin d'être sûr de respecter la norme professionnelle.

S.H. : les écoles de journalisme sont au centre du dispositif. L'étude à paraître de François Ruffin sur le CFJ (la meilleure école de journalisme) révèle que cette école est en train de fermer sa bibliothèque (il n'y a plus de bibliothécaire). Cela s'inscrit dans la même logique. Un journaliste a intérêt à ne pas avoir lu des livres sur les problèmes qu'il traite, il risquerait de dépasser les deux minutes. Le directeur de cette école a d'ailleurs déclaré que les étudiants avaient accès à internet et aux dépêches AFP et que cela suffisait.

Gilles (ancien cameraman de France 2) : Quand je travaillais à Lille, on recevait régulièrement les instructions des présentateurs qui disaient par exemple : "dans une interview, si vous avez deux phrases, la deuxième ruine la première." Et personne ne dit rien sous peine de se faire exclure du métier. Un journaliste qui exprimerait publiquement ses critiques serait descendu par TOUS les journalistes : il existe des règles de bienséance entre multinationales. D'ailleurs, c'est pourquoi François Ruffin est un cas à part car son livre équivaut à un suicide professionnel.

Que pensez vous du rôle d'internet en tant que média alternatif ?

S.H. : Le problème est que l'on a tendance à exagérer ce qu'internet apporte et à négliger les biais démographiques : les internautes sont plutôt des hommes que des femmes, ils sont plutôt aisés, plutôt éduqués...

Pensez vous que les médias ont eu un rôle important entre les deux tours ?

Les médias se sont "lâchés" entre les deux tours. Peut-être parce qu'ils n'ont absolument rien vu venir, il suffit de regarder les sondages d'avant le premier tour. Dans toutes les rares apparitions de J.M. Le Pen dans les médias, celui-ci était attaqué sur la base du programme de J. Chirac voire sur celui de A. Madelin. Sous couvert d'anti-fascisme, ils ont donc réussi à faire encore plus de propagande que d'habitude pour le néolibéralisme.

Le Monde Diplomatique a d'ailleurs publié un article intitulé : "Ces deux semaines pendant lesquelles la France n'a plus été démocratique".

Il ne faut donc pas se réjouir que ces méthodes de matraquage servent nos idées pour une fois car cela ne sera pas souvent le cas.

Jusqu'où peut-on faire les compromis, par exemple pour les journaux de lycéens qui ont besoin des subventions de Libération ?

Il est clair qu'il est très dur de se passer des subventions. Cependant il faut être conscient des risques que l'on prend. Par exemple, dans le cas des subventions de *Libération*, on voit tout à fait pourquoi ils veulent subventionner ces journaux : il s'agit de développer leur image jeune.